

SOMMAIRE

2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

► L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015

SCIENCES & TECHNIQUES

► Science, technology and industry Outlook

ECONOMIE

► Taxer la consommation d'énergie 2015

► Causes and consequences of income inequality: a global perspective

ENVIRONNEMENT

► L'avenir écologique de l'Afrique 2015

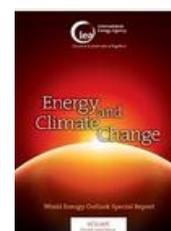
► Food Wastage Footprint: Impacts on Natural resources

POLITIQUE

► Country Reports on Terrorism 2014

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport publié par l'Agence Internationale de l'Energie présente une première évaluation de l'impact des engagements nationaux sur le secteur énergétique en vue de la préparation de la 21e Conférence des Parties (COP21).



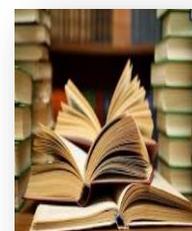
3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur la « marque pays » ou « Nation branding ».



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en juin 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



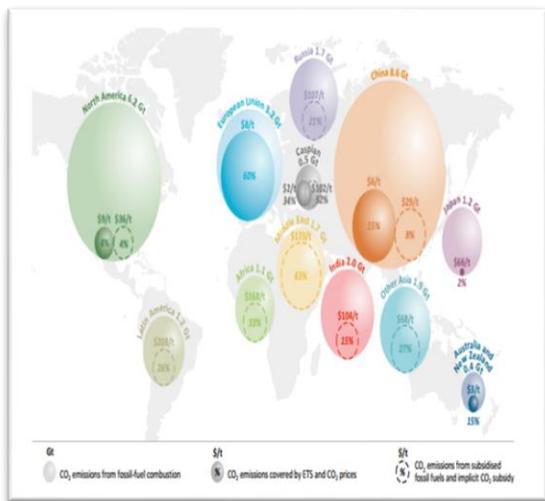
◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► World Energy Outlook Special Report 2015: Energy and Climate Change

Tags: Energie | Changement climatique | COP21 | GES | Prospective |

À travers ce rapport de prospective énergétique mondiale, intitulé « Mobiliser l'innovation pour accélérer la lutte contre le changement climatique », publié avant la COP 21, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) présente les nouvelles tendances énergétiques, le développement technologique enregistré en la matière et les mesures à mettre en œuvre pour réussir la transition énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale, dès 2020.

Energy-related CO₂ emissions in selected regions, 2014



Le rapport rappelle que les émissions carboniques issues de la production et de la consommation énergétique, liées aux activités humaines, sont deux fois plus élevées que celles produites par les autres

sources émettrices de GES. Dans cette perspective, la réduction de la température supérieure à 2°C, au-dessus de celle enregistrée à l'ère préindustrielle, est tributaire de la mise en œuvre de la politique de décarbonisation de l'économie qui devrait s'effectuer à un rythme annuel de l'ordre de 6.2% jusqu'en 2100.

L'AIE recommande la mise en œuvre d'un ensemble de mesures susceptibles de diminuer l'ampleur des émissions carboniques d'ici à 2020, dont notamment :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique dans l'industrie, le bâtiment et les transports;
- La réduction graduelle, voire l'interdiction du recours aux centrales électriques au charbon, les plus émettrices de gaz à effet de serre;
- L'augmentation des investissements dans le secteur des énergies renouvelables, estimés à 270 milliards d'Euros de dollars en 2014, à 400 milliards d'Euros en 2030 ;
- Suppression progressive des subventions financières accordées aux énergies fossiles d'ici 2030 ;
- L'orientation du secteur du pétrole et du gaz vers les énergies renouvelables;
- La révision quinquennale des objectifs inhérents au secteur énergétique pour faciliter l'évaluation des actions mise en œuvre dans ce secteur.

Enfin, pour réussir les engagements nationaux dans le secteur énergétique, proposés par les Etats à la COP21 visant un développement d'une économie bas carbone, l'AIE propose les axes suivants :

- « 1. Définition des conditions permettant d'atteindre le pic des émissions mondiales du secteur de l'énergie.
- 2. Révision tous les ans des contributions pour évaluer les niveaux d'ambition.
- 3. Traduction des objectifs climatiques en un objectif collectif d'émissions à long terme.
- 4. Définition d'un processus efficace pour assurer le suivi des réalisations mises en œuvre dans le secteur énergétique. »

Source: AIE, juin 2015

<http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015SpecialReportonEnergyandClimateChange.pdf>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIETE

► **L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux**

Tags : Sécurité| Insécurité alimentaire| Faim| Malnutrition| Sous-alimentation| Dénutrition| FAO|

Ce rapport présente un bilan des progrès accomplis à l'échelle mondiale en matière de lutte contre la faim. Il met en relief également certains moteurs de progrès, soutenant le programme de développement pour l'après-2015.

Le rapport dresse les tendances de la faim et de la sous-alimentation au niveau mondial et souligne que, globalement, la proportion des personnes sous-alimentées a connu un déclin considérable, estimé à environ 167 millions sur la dernière décennie contre 795 millions il y a 20 ans. Cet abaissement est plus manifeste dans les pays en voie de développement. Toutefois, le rapport relève des écarts importants entre les régions. A titre d'illustration, l'Asie centrale, de l'Est et du Sud-Est et l'Amérique latine ont enregistré une diminution significative de la faim, tandis que la région d'Afrique subsaharienne est marquée par un taux de prévalence de la faim estimée à 23,2%, soit près d'un individu sur quatre souffrant de la faim.

L'année 2015 est la date butoir de la phase de suivi des OMD. Dans l'ensemble, 72 pays en développement sur 129 ont abouti à des avancées indéniables de l'OMD-1, relatif à la réduction de moitié du taux des personnes sous-alimentées avant fin 2015. Toutefois, les pays en développement, situés en Amérique

latine, en Asie de l'Est et du Sud-Est et Afrique du Nord et de l'Ouest, ont enregistré des résultats positifs dans la réduction de la sous-alimentation et de la malnutrition, due particulièrement à une situation politique stable et à un développement économique couplé à des politiques sociales visant à protéger les individus les plus vulnérables.

Le rapport a identifié plusieurs moteurs de progrès susceptibles de participer efficacement à la lutte contre la faim. La croissance économique inclusive constitue un facteur important qui contribue à la réduction des aléas de l'insécurité alimentaire et à l'amélioration de l'accès à l'alimentation particulièrement pour les pauvres, les enfants et les femmes.

L'amélioration de la productivité de l'agriculture familiale a des retombées économiques considérables dans l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. En outre, le renforcement des dispositifs de protection sociale contribue à réduire la pauvreté, en sécurisant les revenus et en donnant accès à l'alimentation et aux soins de santé en faveur des populations démunies.

La prévalence de l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité s'accroît davantage dans des situations de crises prolongées dues notamment à l'instabilité politique, les conflits ou les catastrophes naturelles. Le rapport souligne l'importance d'un engagement politique et d'une bonne gouvernance pour lutter contre la faim et réduire la vulnérabilité. Il plaide également pour le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et l'intégration des actions humanitaires.

Source: FAO, Juin 2015

<http://www.fao.org/3/390d48ec-d6bb-4b1a-a60e-059070715fb0/i4646f.pdf>

◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Science, technology and industry Outlook

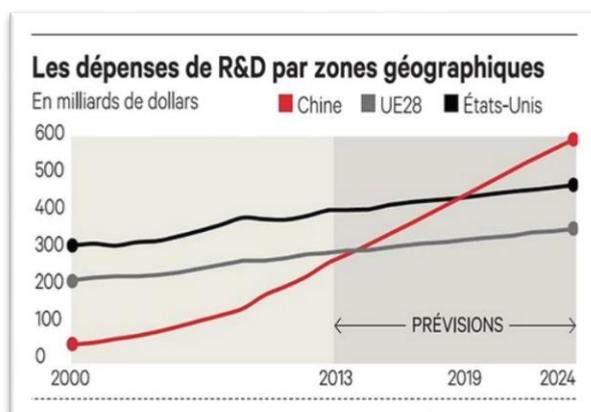
Tags: Science | Technologie | Innovation | Crise économique | R&D | Chine | Japon | Etats-Unis | Allemagne | Danemark | Espagne | Portugal |

Le rapport, publié par l'OCDE, dresse un aperçu des tendances émergentes qui caractériseraient le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation.

Il en ressort que la crise économique a entraîné une baisse globale des dépenses publiques et privées de la R&D dans la plupart des États membres de l'OCDE.

Les pays avancés notamment les Etats Unis, le Japon et ceux de l'Union européenne investissent de moins en moins dans la recherche scientifique et technologique, au détriment des pays asiatiques. Le rapport permet de relever que la Chine devrait, pour la première fois, se hisser au premier rang mondial au titre des dépenses consacrées à la Recherche et Développement à l'horizon 2019. Il fait ressortir, également, la performance remarquable de la Corée du Sud, qui occupe la première place à l'échelle mondiale en termes d'intensité de la R&D.

OCDE, 2015



Le paysage de la Recherche et Développement en Europe est marqué par une grande disparité. A titre d'illustration, le rapport souligne que des pays comme l'Allemagne et le Danemark affichent une dynamique en matière de R&D, contrairement à l'Espagne et au Portugal qui demeurent en déphasage par rapport à cette évolution.

Les BRICS, quant à eux, investissent davantage dans le domaine de la Recherche et Développement en doublant leur part, qui s'élève à environ 12 % contre 28 % pour les États-Unis.

La part de la zone OCDE en termes des dépenses mondiales de Recherche et de Développement est de 70% aujourd'hui contre 90 % en 2004. Une baisse causée notamment par les compressions des dépenses publiques et privées provoquées par la crise économique.

Ce rapport livre également des recommandations aux décideurs en vue de renforcer le développement des sciences, des technologies et de l'innovation, en apportant des améliorations significatives sur le plan

institutionnel, administratif et de formation.

Source: OCDE, juin 2015

Source: <http://www.oecd.org/science/ocd-science-technology-and-industry-outlook-19991428.htm>

◆◆◆ ECONOMIE

► Taxer la consommation d'énergie 2015

Tags : Energie | GES | Changement climatique | Pollution atmosphérique | Environnement | OCDE |

La consommation d'énergie constitue l'une des principales sources d'émissions de GES et est « responsable » en grande partie du réchauffement climatique, de la pollution de l'atmosphère et de l'empreinte écologique qui s'est sans cesse amplifiée au niveau mondial. Selon cette étude, le recours des Etats à la fiscalité pour la réduction des impacts de la surconsommation énergétique sur l'environnement demeure assez faible au regard des coûts environnementaux de cette consommation.

L'étude dresse une analyse comparative, consistant à évaluer la structure et le niveau des taxes sur la consommation énergétique dans 41 pays, « 34 pays membres de l'OCDE et 7 économies du G20 », représentant réunis environ 80 % de la consommation énergétique mondiale. Cette étude établit une conversion « des taxes en taux effectifs d'imposition par unité d'énergie et par unité de CO2 pour un large éventail d'énergies » et d'usages.

Les taxes sur la consommation d'énergie représentent l'un des instruments les plus efficaces permettant, aux pouvoirs publics nationaux de diminuer des effets néfastes de la consommation effrénée de l'énergie et d'améliorer l'efficacité

et la gestion énergétique. Toutefois, l'étude révèle que les règles en matière de taxation actuelles sur l'énergie souffrent d'une incohérence par rapport aux conséquences sur l'environnement.

OCDE, 2015



L'étude souligne que les taxes d'énergie sont fortement variées selon les pays qui adoptent « des taux d'imposition » effectifs en matière d'énergie très variables, allant de 0 EUR à 107,3 EUR/par tonne de CO₂, enregistrant des écarts importants entre les combustibles, les carburants et les usages et ce, dans le même pays. A titre d'illustration, le charbon, principal responsable des émissions de CO₂, se veut le combustible le moins taxé de tous les autres combustibles, atteignant un taux d'imposition, en moyenne, de 2 EUR par tonne de CO₂.

Source: OCDE, Juin 2015

<http://www.oecd.org/tax/taxing-energy-use-2015-9789264232334-en.htm>

ENVIRONNEMENT

► L'avenir écologique de l'Afrique 2015

Tags: Environnement | Afrique | Développement durable | WWF | BAD |

Le développement et la préservation de l'environnement constituent des enjeux majeurs tant au plan international que pour le continent africain. L'exploitation responsable des ressources naturelles de l'Afrique est placée au cœur du développement durable du continent.

Le rapport souligne que la trajectoire africaine suivie en matière de développement aurait non seulement des impacts significatifs sur la durabilité des ressources naturelles mais également sur les écosystèmes du continent au cours des prochaines décennies.

Plusieurs facteurs, notamment la croissance démographique exponentielle, l'urbanisation massive, les nouveaux modes de consommation, entraînent une forte pression sur les écosystèmes et la biodiversité en Afrique. Le rapport met en évidence les liens existants entre les trajectoires de développement qu'empruntent un pays et les systèmes écologiques. D'ailleurs, il précise qu'au cours des deux prochaines décennies, les trajectoires de développement enregistrées dans le continent africain seraient fortement focalisées sur le renforcement et la mise en place des infrastructures de base socio-économiques durables et des dispositifs institutionnels et réglementaires en vue de soutenir la croissance économique. Par ailleurs, le développement et l'avenir écologique du continent africain est tributaire, également, du système de gouvernance pilotant le développement.

Le rapport souligne que les plus grands risques écologiques concernent particulièrement:

- « l'expansion du développement des terres agricoles dans des zones sensibles;
- L'implantation des grandes infrastructures dans les écosystèmes sensibles ;
- Des opérations extractives de matières premières mal conçues, exploitées et fermées de manière inappropriée ;
- La surconsommation de biens et services des écosystèmes ;
- L'empiètement des implantations humaines et de l'urbanisation sur les zones à écosystème sensible. »

Enfin, le rapport suggère plusieurs recommandations qui devraient être prises en considération par les parties prenantes en faveur d'un équilibre entre le développement durable et inclusive et la préservation des écosystèmes. Il s'agit, entre autres, de:

- « Elaborer un cadre législatif et réglementaire qui oriente les actions des autres parties prenantes et assure la mise en place d'un cadre favorable aux investissements ;
- Adopter et garantir des cadres de référence appropriés pour les investissements ;
- Encourager de nouveaux modèles de partenariat et de coopération entre les gouvernements, les entreprises et les acteurs de la société civile. »

Source : BAD et WWF, Juin 2015

http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-documents/wwf_african_futures_report_fre_nch-LR.pdf

► Food Wastage Footprint: Impacts on Natural resources

Tags : Environnement | Gaspillage alimentaire | Ecologie | Ressources hydriques |

Cette étude analyse les impacts écologiques du phénomène des pertes et du gaspillage alimentaires, ses effets et ses conséquences sur le climat, les utilisations des sols des ressources hydriques ainsi que sur la biodiversité.

L'étude précise que plus d'un tiers des denrées alimentaires produit à l'échelle mondiale, destiné à la consommation, est gaspillée chaque année. Un gaspillage estimé à 1,3 milliard de tonnes, soit un coût annuel d'environ 750 milliards de dollars. L'élimination des pertes et gaspillages alimentaires permettrait de nourrir plus de 2 milliards de personnes de la population mondiale.

L'étude rappelle que ces pertes représentent 250 km³ d'eau et 3,3 gigatonnes en termes d'émission de gaz à effet de serre. L'analyse par l'empreinte carbone fait apparaître que le gaspillage au stade de la consommation a un impact plus élevé que ce qui est perdu dans les premières étapes de la chaîne alimentaire.

Des analyses croisées, par produits et par zones géographiques, montrent que les plus grands secteurs de gaspillage sont les céréales et la viande. D'ailleurs, l'impact des pertes de céréales en Asie est très significatif et engendre de ce fait des émissions polluantes de carbone et une consommation intensifiée des ressources hydriques. Le secteur de la viande enregistre une empreinte carbone relativement élevée, en particulier dans les pays à forts revenus et en Amérique latine, qui, ensemble, représentent 80% de tous les gaspillages et pertes de viande.

Ces facteurs nuisent à l'environnement et par conséquent fragilisent la biodiversité.

Réduire les pertes et gaspillages alimentaires est l'un des défis du projet Faim Zéro lancé par l'ONU. De plus, la mise au point d'un protocole mondial peut servir à fournir des indicateurs clairs qui permettront de donner des orientations sur la manière de réduire les pertes et gaspillages alimentaires.

Dans cette perspective, la FAO a mis en valeur l'importance de sensibiliser les consommateurs face à ce phénomène, du fait que le gaspillage alimentaire dans les pays riches est dû à l'insouciance des consommateurs tandis que dans les pays en développement, le phénomène est surtout dû à de mauvaises techniques de récolte. Il est primordial, donc, de mettre en œuvre des actions de collaboration notamment par l'amélioration de l'efficacité et la cohésion des systèmes alimentaires.

Source: FAO, Juin 2015

Source:
<http://www.fao.org/docrep/018/i3347e/i3347e.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► Country Reports on Terrorism 2014

Tags: Sécurité | Terrorisme | Violence | Accords | USA | Maroc |

Le gouvernement américain définit le terrorisme comme un acte « de violence prémédité, aux mobiles politiques, perpétré par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins, contre des cibles non combattantes ».

Dans ce rapport publié par le Département d'Etat américain, qui cartographie les risques terroristes, le monde a connu environ 13.463 attentats, soit une hausse de 35% par rapport à 2013. Ces attentats meurtriers ont causé plus de 80% de morts de plus qu'en 2013.

Le rapport souligne que l'émergence de l'hégémonie de l'Etat Islamique au détriment de l'organisation Al-Qaïda (AQMI), dans la région MENA, et la faiblesse du système de gouvernance dans certains pays tels que la Syrie, l'Irak, la Libye, le Nigeria et le Yémen favorisent la prolifération des actes terroristes. Par ailleurs, le rapport note que les attaques ont marqué une certaine diminution dans un certain nombre de pays, dont le Pakistan, les Philippines, le Népal et la Russie.

S'agissant du Maroc, le rapport met en relief la stratégie antiterroriste globale mise en œuvre par le pays et sa coopération au niveau régional et international pour combattre la radicalisation et l'extrémisme, en renforçant l'encadrement des faits religieux au moyen des instances spécialisées en la matière.

Le rapport souligne également la signature d'un accord bilatéral en matière de coopération bilatérale entre le Maroc et les Etats-Unis qui vise à renforcer l'expertise mutuelle en matière de gestion des crises, de la sécurité des frontières et des formations des personnels des pays partenaires.

Source: Département d'Etat américain, Juin 2015

<http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2014/>

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

Marque pays

« La marque pays » ou « *nation branding* » est l'ensemble des caractéristiques générales, réelles et imaginaires propres à un pays. Ces caractéristiques peuvent être « *créées ou modifiées, dirigées et évaluées et gérées de manière proactive dans le but d'améliorer la réputation du pays sur une échelle internationale.* »



Deux distinctions conceptuelles s'imposent. D'abord, celle de la "marque de pays (*nation branding*)" et "marque nationale (*national brand*)". Le premier terme renvoie à l'image mentale du pays que se font les gens à l'étranger ; le second à des produits ou services d'un pays distribués dans le monde.

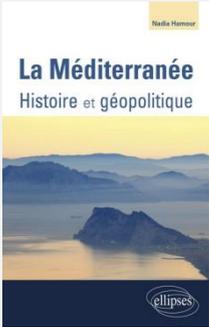
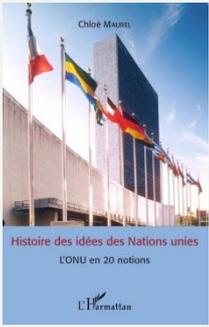
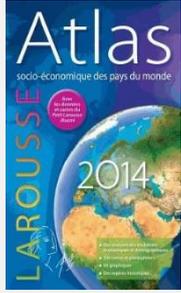
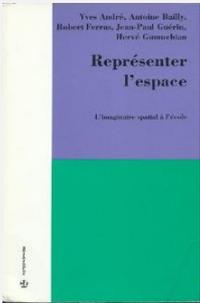
Références bibliographiques :

Collectif (2015), **La Société des Marques (SDM)**

Alexandre De Sainte Marie (2015), **Luxe et marque - Identité, stratégie, perspectives**

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Nadia Hamour (2015), La Méditerranée : histoire, géopolitique</p> 	<p>Chloé Maurel (2015). Histoire des idées des Nations Unies</p> 	<p>Collectif (2015), Atlas socio-économique des pays du monde</p> 
<p>Louise Fines (2015), Entre sphères légales et réseaux illégaux. Le jeu de la collusion</p> 	<p>Collectif (2015), Représenter l'espace</p> 	<p>Alain Roux (2015), La Chine contemporaine</p> 

Antoine Coppelani, Charles-Philippe David & Jean-François Thomas (2015), La fabrique de la paix



Collectif (2015), Le changement climatique. Du méta-risque à la méta-gouvernance



TARRIUS Alain (2015), Le changement climatique dans tous ses états



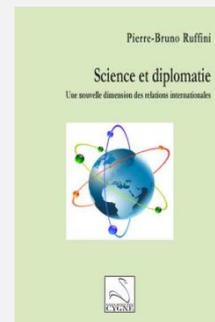
Pierre Bellanger (2014), La souveraineté numérique



Collectif (2015), No Ordinary Disruption: The Four Global Forces Breaking All the Trends



RUFFINI Pierre-Bruno (2015), Science et diplomatie. Une nouvelle dimension des relations internationales



INDEX DES TAGS

A

Accords	8
Allemagne	4

C

Changement climatique	2
Chine	4
COP21	2
Crise économique	4

D

Danemark	4
Dénutrition	3

E

Ecologie	7
Energie	2
Environnement	7
Espagne	4
Etats-Unis	4

F

Faim	3
FAO	3

G

Gaspillage alimentaire	7
GES	2

I

Innovation	4
Insécurité alimentaire	3

J

Japon	4
-------------	---

M

Malnutrition	3
Maroc	8

P

Portugal	4
Prospective	2

R

R&D	4
Ressources hydriques	7

S

Science	4
Sécurité	3, 8
Sous-alimentation	3
Stress hydrique	7

T

Technologie	4
Terrorisme	8

U

USA	8
-----------	---

V

Violence	8
----------------	---